



RES PUBLICA



RAPPORT D'ACTIVITÉS  
**2018 - 2019**





# Édito



FRANÇOISE PERRIN  
PRÉSIDENTE

C'est avec plaisir que l'équipe de Res Publica et moi-même vous présentons ce nouveau rapport d'activités. L'année écoulée fut satisfaisante et jalonnée de réussites. La plupart de nos actions ont trouvé des issues positives grâce au dévouement de nos différents collaborateurs. Une année durant laquelle la dynamique solidaire impulsée par l'association s'est intensifiée et enrichie de nouveaux partenariats.

La protection de l'environnement, la valorisation des productions agricoles des femmes en milieu rural, la promotion de l'égalité des chances par l'éducation, l'inclusion sociale par la culture... Le rapport d'activités 2018-2019 offre une vue d'ensemble des événements et avancées réalisées en 2018 pour chacune des missions portées par nos équipes et nos partenaires en France, en Amérique latine et en Afrique.

Dans tous les pays où elle déploie ses actions, Res Publica accompagne les porteurs de projets innovants et les aide à atteindre leurs objectifs. Promouvoir l'intérêt général, encourager le partage d'expériences et de compétences, remettre en question les modèles établis et développer des alternatives... sont les valeurs qui animent l'engagement de Res Publica depuis plus de deux décennies en France et à l'étranger.

Depuis 2016, notre association fait également des propositions d'actions concrètes sur des thématiques d'intérêt général en France et contribue à l'avancée des réflexions notamment dans la région Auvergne Rhône-Alpes. (Migrations en Questions, le festival "La Chose Publique"...).

A l'étranger, forte de son engagement auprès notamment des populations rurales, l'association Res Publica continue à s'investir dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agroéconomie, afin de redonner dignité, indépendance et autonomie aux populations rurales des villages isolés du Burkina Faso en Afrique et du Nicaragua en Amérique centrale.

La bonne gouvernance, le combat contre les inégalités, le soutien au plus démunis et la promotion de la culture sont des défis majeurs qui restent encore à relever dans ces pays.

La réussite de nos activités repose sur l'engagement de nos équipes, de nos partenaires et bien sûr de nos bénévoles. Nous sommes conscients que notre association, pour bien fonctionner, a besoin de partage et de perspectives visibles.

Je reste persuadée qu'ensemble, nous serons en mesure de servir l'intérêt général aussi longtemps que possible.

Je vous remercie pour la confiance que vous nous accordez et vous souhaite une bonne lecture.

# Perspectives



FABIEN PAGES  
DIRECTEUR GÉNÉRAL

2018 aura été une année décisive pour la poursuite des actions de Res Publica, tant en ce qui concerne ses actions propres que celles engagées avec nos différents partenaires associatifs.

Dans un monde en constante mutation, nos valeurs et nos idées conservent tout leur sens. Nous restons donc fidèles à nos convictions en portant la promotion de l'intérêt général au cœur de nos actions. Nous poursuivons nos objectifs en contribuant à l'évolution vers des sociétés plus justes et plus citoyennes.

Comme l'année dernière, 2019 est l'occasion de nombreux changements pour l'association Res Publica :

- mise en place de nouvelles équipes de direction en France et au Burkina Faso ;
- accroissement de la visibilité des projets menés par l'association ;
- établissement de partenariats forts et durables pour construire nos projets.

Res Publica reste une association « généraliste », cela signifie qu'elle ne concentre pas ses actions dans un domaine particulier. Nous souhaitons donc poursuivre et construire autour des grands thèmes qui touchent toutes les populations en Europe et en Afrique : l'expression citoyenne, la gouvernance, les mobilités humaines et leurs causes (géopolitiques, démographiques, environnementales, économiques...).

Depuis sa création Res Publica a construit son expérience par l'action dans différents domaines :

- le développement au Burkina Faso ;
- la gouvernance en Afrique de l'Ouest ;
- la citoyenneté en France et en Europe ;
- l'environnement dans les pays d'interventions.

*« Nous souhaitons poursuivre et construire nos actions autour des grands thèmes qui touchent toutes les populations en Europe et en Afrique : l'expression citoyenne, la gouvernance, les mobilités humaines et leurs causes »*

Nos projets doivent désormais être mis en synergie, de manière à ce que ces expériences se nourrissent les unes des autres.

Le projet Migrations en Questions, initié en 2018, illustre cette volonté de mise en synergie. Construit en partenariat avec Yves Pascouau, docteur en droit et spécialiste des questions migratoires au niveau européen, ce projet révèle les liens qui existent entre nos actions menées en Afrique et notre place en Europe. Il nous amène par ailleurs à établir de nouvelles collaborations avec des partenaires sensibles à nos valeurs et actions.

Ainsi, un premier événement a pu être réalisé en juin dernier avec *Le Monde Afrique*. Portant sur l'Algérie et particulièrement sur les enjeux de l'expression de sa société civile, notre partenariat nous a semblé évident. En effet, Res Publica a pu apporter son expertise sur la place de l'Algérie entre Europe et Afrique de l'Ouest. Notre collaboration se poursuivra dans les mois à venir.

Aux prises avec des problèmes sécuritaires, que nous connaissons tous, le Burkina Faso reste bien entendu au centre de nos préoccupations. Comme indiqué plus haut, d'importants changements sont intervenus :

- dans l'organisation, avec le départ de Basile Darga, coordonnateur national au mois de mars dernier. Les fonctions de représentation sont désormais assumées par la présidente de l'association Française Perrin ;

## « Nos projets menés en Afrique et notre place en Europe nous amènent à établir de nouvelles collaborations avec des partenaires sensibles à nos valeurs et actions »

- les fonctions exécutives sont désormais assumées par notre nouveau directeur exécutif Salam Ouédraogo qui a pris ses fonctions le 6 septembre 2019. Nous saluons son arrivée et lui souhaitons une pleine réussite dans sa mission ;
- dans les choix stratégiques, en recentrant notre action sur la zone de Nanoro / Soaw / Pella (province du Boulkiemdé au Burkina Faso). Le nombre de constructions, dans le domaine de l'éducation, réalisées durant toutes ces années répond de manière satisfaisante à la demande. Nous souhaitons nous concentrer sur le bon fonctionnement des dispositifs et la poursuite des implantations d'écoles maternelles. Le renforcement des équipes par le recrutement de deux agents (agro-pastorale, éducation) participera à nous attacher à la qualité et au suivi des actions menées. Enfin, le renouvellement de nos conventions de partenariat avec le ministère de l'éducation nationale nous permettra d'engager un travail important sur la qualité des enseignements et des dispositifs scolaires.

Je me réjouis des perspectives qui sont les nôtres, et je vous assure de toute mon implication dans la poursuite de la construction des projets portés par Res Publica.

Je remercie madame la présidente et l'ensemble des membres du conseil d'administration, l'ensemble de nos partenaires en France et à l'étranger ainsi que l'ensemble des équipes et des bénévoles qui œuvrent sur le terrain pour porter les actions et valeurs de Res Publica.

J'adresse à chacune et à chacun ma totale disponibilité.

# Qui sommes-nous ?

Fondée en 1997, Res Publica est une association indépendante de tout pouvoir politique et économique. L'association est active, depuis une vingtaine d'années, dans la promotion de l'intérêt général et dans l'aide au développement. Elle intervient en France, en Afrique de l'Ouest et en Amérique centrale.

## NOS VALEURS

L'association Res Publica se donne pour objectif de mettre en œuvre une politique de développement local, dans un esprit de coopération et de soutien aux acteurs locaux.

Animée par les valeurs humanistes portées par ses fondateurs depuis sa création, Res Publica inscrit ses actions dans une approche stratégique et globale de développement local. Nous prenons en compte l'histoire, les particularités sociales, économiques et culturelles des communautés avec lesquelles nous travaillons.

Cette approche territoriale, fruit d'une longue expérience dans de nombreux pays, permet de construire des projets qui associent pleinement la population et les décideurs locaux.

## LES GRANDS PRINCIPES QUI GUIDENT NOS ACTIONS

- la promotion de l'intérêt général : ce critère est l'ADN même de Res Publica. Il guide toutes les initiatives et actions de l'association ;
- l'appropriation et la participation des acteurs : nos projets sont généralement gérés avec la participation effective des citoyens et en partenariat avec les acteurs locaux ;
- une démarche adaptée et évolutive : afin de ne pas figer les opportunités de partenariats locaux et de s'inscrire dans une logique à long terme.



RES PUBLICA

# Que faisons-nous ?

## LA FINALITÉ DE NOS ACTIONS

Res Publica a une approche polyvalente du développement qui repose sur :

- la promotion de la gouvernance ;
- la promotion de l'accès à la culture pour tous ;
- la promotion des initiatives qui favorisent l'expression citoyenne ;
- l'accès à l'éducation et à la santé.

L'expérience de Res Publica offre un modèle d'intervention dans le domaine du développement local dans les communes rurales du Burkina Faso, qui s'inscrit dans une approche stratégique et globale du développement. En effet, accompagner le développement signifie pour notre association, soutenir la structuration d'une économie locale qui prend en compte l'émancipation des femmes et qui améliore ainsi le cadre de vie de toute une communauté.

## LES ATOUTS DE NOTRE ASSOCIATION

Forte d'une expérience acquise au long de ses 22 années d'existence, l'association Res Publica a développé des compétences variées et dispose d'un vaste réseau et d'une riche expérience, qui lui permettent de mener à bien ses actions. C'est grâce à cette assise, établie aussi bien en France qu'à l'étranger, que Res Publica est en capacité aujourd'hui de faire émerger de nouveaux projets sur n'importe quel territoire d'intervention.

Par ailleurs, l'association confirme son statut de structure unique et reste l'une des rares en France à mettre le capital au service de l'intérêt général.

## L'ÉQUIPE RES PUBLICA



# MAPPEMONDE DES PROJETS 2018-2019

- ◆ SECTEURS
- 😊 BÉNÉFICIAIRES/AN
- € BUDGET/AN

## Nicaragua

*Présente depuis 13 ans*

- ◆ ADDUCTION D'EAU
- ◆ SANTÉ
- 😊 522
- € 104 065 €



## France

*Présente depuis 22 ans*

◆ EXPRESSION CITOYENNE

◆ INTÉRÊT GÉNÉRAL

◆ ACCÈS À LA CULTURE

◆ SOLIDARITÉ

😊 17 500

€ 541 090 €

## Mali

*Présente depuis 7 ans*

◆ SANTÉ

😊 3 000

€ 4 000 €

## Guinée

*Présente depuis 8 ans*

◆ ACTIONS DE GOUVERNANCE  
ET DE CONSOLIDATION DE LA PAIX

😊 5 500

€ 144 196 €

## Burkina Faso

*Présente depuis 18 ans*

◆ ÉDUCATION

◆ SANTÉ

◆ AGRICULTURE

◆ CULTURE

😊 48 900

€ 2 505 703 €



GOVERNANCE  
& CITOYENNETÉ

# Faire de la promotion de la gouvernance et de la citoyenneté une priorité

## CONSTAT

Comme le relate régulièrement la presse, les démocraties occidentales sont depuis quelques années, sans cesse remises en question. Elles sont traversées par un mouvement de rejet des élites et des institutions politiques en Europe. Des citoyens souhaitent plus de consultations et d'implication dans l'action publique.

La montée du populisme, le rejet des élites et des institutions, l'abstention et la non-participation des citoyens aux élections... montrent l'urgence de repenser la gouvernance et la citoyenneté dans un contexte de grandes mutations (écologiques, démographiques, sociales...).

En France, l'on constate que la participation des citoyens aux élections (un devoir mais pas une obligation) est en baisse constante depuis des décennies : lors des élections de 2017 en France, 17 % des inscrits n'ont pas voté et plus de 30 % des jeunes se sont abstenus selon l'INSEE. Ces chiffres attestent notamment un désengagement croissant des jeunes. Quand on sait que parmi les 18-29 ans<sup>1</sup>, moins de deux inscrits sur dix ont voté à tous les tours des élections de 2017, on mesure toute l'importance de s'adresser à cette catégorie de citoyens qui sont, soit démobilisés, soit tentés par le vote défouloir, ou qui risquent simplement de s'éloigner des pratiques de la démocratie. Il faut les inciter à s'impliquer davantage dans la vie de la Cité. Mais cette implication ne se réduit pas aux seules élections, il y a bien d'autres occasions pour chacun d'investir et de s'investir dans la vie.

Il est important aujourd'hui de créer plus d'espaces de rencontres, d'expression

citoyenne ou de partage tout simplement, où chacun pourrait échanger sur ses visions, ses positions et ses préoccupations ou se faire une opinion sur des sujets d'intérêt général.

En Afrique de l'Ouest, région où nous intervenons, la question de la gouver-

*La montée du populisme, le rejet des élites et des institutions, l'abstention et la non-participation des citoyens aux élections... montrent l'urgence de repenser la gouvernance et la citoyenneté dans un contexte de grandes mutations*

nance reste également d'actualité. Cette partie du continent africain a souvent été une région en déséquilibre en raison des multiples crises politiques qu'elle a connues ces dernières années. L'instabilité politique a surtout favorisé la corruption et l'impunité dans la

région avec une conséquence grave : la violation des droits humains.

Consciente du fait que la force d'une démocratie dans un pays réside dans le rôle actif que joue la société civile, Res Publica est convaincue que la solution ne peut venir que du citoyen lui-même. Non pas de l'individu « consommateur », mais du citoyen « acteur » de la démocratie qui s'implique, réfléchit, débat et agit.

## DÉMARCHES

La gouvernance citoyenne est de plus en plus considérée comme un facteur-clé de réussite des projets. Il est apparu que pour favoriser une démocratie participative et consultative, il faudrait inciter et encourager la participation citoyenne aux débats publics.

A cet effet, Res Publica se propose de donner la parole aux citoyens et aux porteurs d'idées, afin de renouer le dialogue, susciter et favoriser un échange direct entre les acteurs du territoire et trouver des solutions concrètes pour développer une nouvelle approche de la citoyenneté.

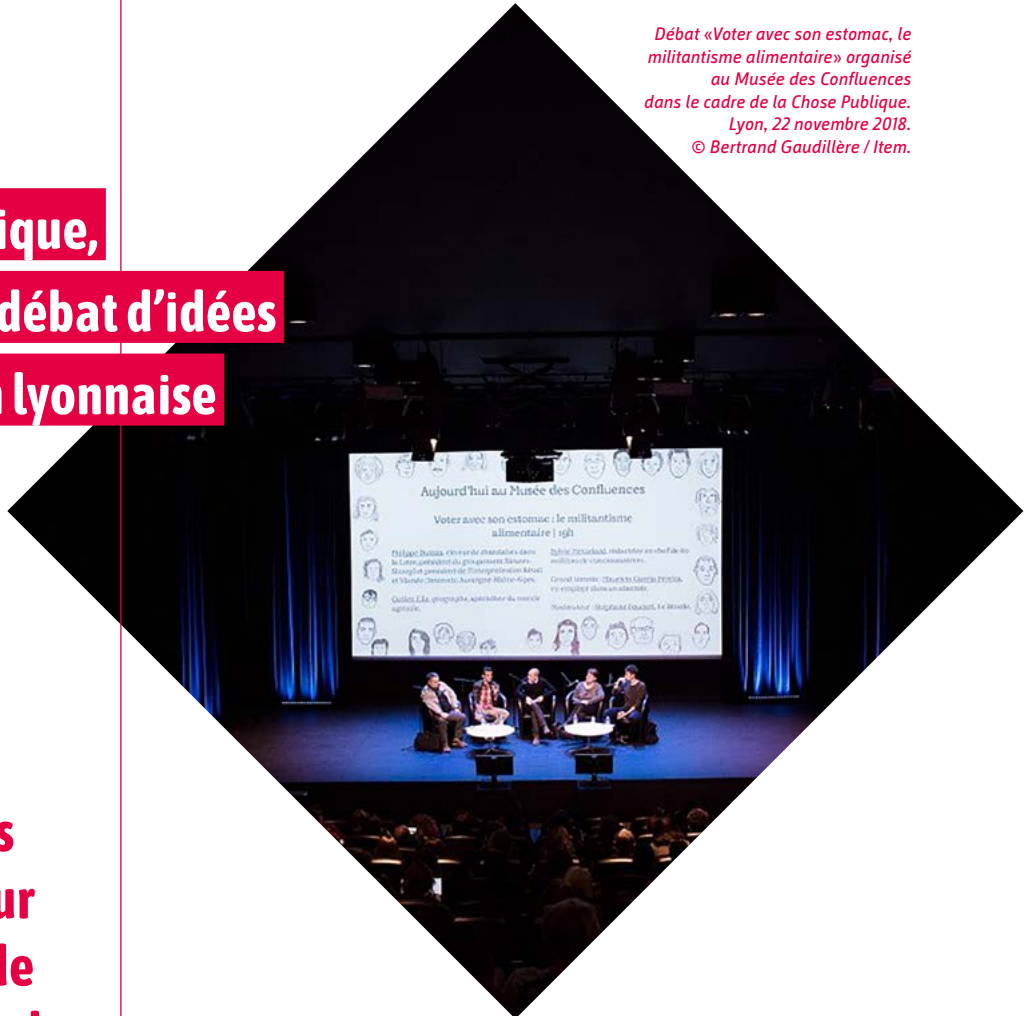
La citoyenneté n'est pas seulement perçue comme un ensemble de droits et devoirs politiques, elle se vit comme une capacité à prendre des initiatives dans la Cité.

Pour atteindre son objectif, Res Publica s'appuie sur un vaste réseau de partenaires riche en expériences et constitué d'experts, de chercheurs ou de spécialistes.

<sup>1</sup> <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3138704>

# La Chose Publique, un festival de débat d'idées dans la région lyonnaise

Débat «Voter avec son estomac, le militantisme alimentaire» organisé au Musée des Confluences dans le cadre de la Chose Publique.  
Lyon, 22 novembre 2018.  
© Bertrand Gaudillère / Item.



FRANCE

## Des rencontres citoyennes pour la promotion de l'intérêt général

◆ 50 INTERVENANTS

◆ 17 CONFÉRENCES-DÉBATS

€ 149 768 €

**D**epuis 2016, Res Publica a initié avec succès la Chose Publique, un festival de débat d'idées proposé dans la région lyonnaise.

Tous les ans en novembre, la Chose Publique réunit des chercheurs et auteurs français de renommée internationale, afin d'échanger autour des questions sociétales et de déconstruire les idées reçues. La Chose Publique rassemble des publics de tout âge et favorise des partenariats enrichissants avec le monde de la recherche, de la littérature, de la société civile et de l'éducation (une vingtaine de classes de la région lyonnaise).

La rencontre s'étale sur une dizaine de jours, sur plusieurs sites culturels emblématiques de la ville de Lyon (l'Institution des Chartreux, l'Opéra de Lyon, le Théâtre des Célestins, les Subsistances, le Musée des Confluences...) et se décline en conférences-débats et tables rondes.

Les thèmes du festival tournent autour des problématiques d'intérêt général tels que les enjeux de la citoyenneté, de la démocratie, la question européenne, la notion de valeurs individuelles et de valeurs collectives... La Chose Publique s'inscrit dans une démarche intergénérationnelle et participative et souhaite rapprocher tous les publics autour de thématiques qui nous concernent tous.

A titre exceptionnel, la 4<sup>e</sup> édition du festival, qui devrait se tenir cet automne, n'aura pas lieu cette année pour des raisons organisationnelles et logistiques. Cette décision ne remet nullement en cause l'organisation d'un rendez-vous de cette importance et n'entache en rien la qualité de l'événement.

**JULIEN PAREDES**  
GESTIONNAIRE DE PROJETS RES PUBLICA

## La MIETE, favoriser l'inclusion sociale

FRANCE

### Inclusion sociale et accès à la culture

◆ 1 CAFÉ ASSOCIATIF

◆ CONFECTION DE BANDES DE GUIDAGE  
POUR DES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE

😊 1 500 PERSONNES

€ 8 000 €



**R**es Publica s'engage à ce que chacun puisse participer à la construction d'une société plus inclusive et solidaire. Parmi les nombreuses sollicitations qu'elle reçoit, l'association repère celles qui favorisent la participation effective et inclusive des citoyens à la vie publique. C'est en ce sens qu'elle accompagne des projets comme ceux de la MIETE.

Lieu de vie, porteur de sens et de repères pour les personnes en situation de handicap physique (personnes à mobilité réduite, déficients visuels...), la MIETE est un espace participatif qui favorise la solidarité et la convivialité entre les citoyens en proposant des activités artistiques et récréatives. Après le fest'Dif en 2017, Res Publica a soutenu en 2018 le Café Asso'.

La co-directrice et développement de la MIETE, témoigne :

*« Initié en 2017, le Café asso' de la MIETE se structure et ouvre depuis septembre 2018 ses portes quotidiennement et même en soirée. Cet espace de rencontre et de convivialité permet de renforcer le lien entre les habitants du quartier et le collectif de la MIETE ainsi que d'accueillir et de coordonner les différents projets selon les besoins et les demandes des membres de la MIETE. »*

#### DES IDÉES NOUVELLES POUR UNE ÉMANCIPATION COLLECTIVE

La MIETE veut donner à chacune et chacun les moyens de se rencontrer et de partager, afin de faire émerger et vivre des idées nouvelles qui participent à l'émancipation de tous, par tous.

La MIETE a pour objectifs de favoriser l'action collective et de proposer des alternatives. Elle appuie son action sur deux principes : la mutualisation et l'accessibilité universelle.

**AMÉLIE GARBAN**  
CO-DIRECTRICE ET DÉVELOPPEMENT LA MIETE

## Res Publica et Cuivres en Dombes, un partage de valeurs qui font sens

Une soirée placée sous  
le signe des Cuivres lors  
de la 23<sup>e</sup> édition du  
festival Cuivres en Dombes.  
Département de l'Ain,  
juillet 2019.  
© Cuivres en Dombes.



FRANCE

### Des saisons d'inclusion culturelle et artistiques pour tous

◆ 18 CONCERTS

◆ 3 PROJETS D'INCLUSION CULTURELLE

😊 6555 FESTIVALIERS

€ 21 000 €

**D**epuis 4 ans, l'association Res Publica et l'Académie de Cuivres en Dombes se sont rapprochées autour de valeurs communes. L'humanisme, tout d'abord, en mettant l'être humain au cœur de nos projets et de nos actions.

Dans le cadre des Saisons, l'association construit, anime et déploie des actions de médiation culturelle. Ateliers de découverte artistique et de découverte d'univers culturels animés par des artistes professionnels en résidence, chaque saison s'insère dans les projets d'établissement des institutions d'accueil. A l'EHPAD La Montagne de Châtillon-sur-Chalaronne ou à l'EHPAD public de Villars-les-Dombes, les projets sont transgénérationnels, faisant le lien entre le passé, le présent et le futur.

Pendant un mois, le Festival Cuivres en Dombes implique une centaine de bénévoles de tous âges et de différents horizons qui souhaitent partager avec le public leur plaisir d'être ensemble, leur passion de la musique, rencontrer des artistes de renommée internationale, collaborer avec des partenaires locaux... Partager, s'ouvrir et s'enrichir de l'Autre le temps d'un festival.

#### POUR DÉFENDRE L'ACCESSIBILITÉ À LA CULTURE POUR TOUS

Les Saisons d'inclusion culturelle font entrer les arts dans des structures auprès de publics éloignés de l'offre culturelle classique, autour de 4 saisons dont la devise pourrait être « Tous les arts pour tous » :

- le beau Romans : une douzaine d'ateliers par an pour les quelques 350 enfants et adolescents grands brûlés, polytraumatisés ou cérébrolésés hospitalisés au Centre médical de rééducation pédiatrique Romans Ferrari ;
- les enfants terribles : des ateliers créatifs à l'Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique (ITEP) de Trévoux « Arc-en-Ciel » pour une cinquantaine d'adolescents souffrant de troubles du comportement ;
- itinéraires singuliers : ateliers de pratiques artistiques, expositions, ouvrages singuliers par les 82 résidents de la maison de retraite publique de Villars-les-Dombes ;

• l'écho : 3 résidences annuelles menées par des artistes professionnels en direction des 210 résidents de l'EHPAD La Montagne à Châtillon-sur-Chalonne.

Le Festival, quant à lui, s'est saisi de la problématique de l'accessibilité, autour de plusieurs grands thèmes :

- offrir la possibilité au public, d'assister gratuitement à des concerts de qualité, tel est l'objectif des 12 concerts gratuits, égrenés sur l'ensemble du territoire de la communauté de communes de la Dombes sur le mois de juillet ;
- mener une politique tarifaire accessible, tant pour les billets à l'unité que pour les abonnements, pour inciter le public à venir. En 2017, d'après un sondage mené auprès du public des concerts en soirée, 60 % trouvent que les tarifs sont adaptés et 30 % qu'ils sont abordables ! ;
- permettre aux personnes à mobilité réduite d'accéder à nos concerts, avec en 2019 l'investissement dans des tapis spécifiques pour faciliter l'accès aux lieux patrimoniaux exceptionnels de la Dombes.

### POUR MILITER ET PORTER DES ACTIONS CITOYENNES

Le Festival contribue à la mise en valeur du patrimoine dombiste (bâti, naturel et culinaire) et sensibilise au travers de diverses actions le public à l'importance de la préservation et de la mise en valeurs de ces richesses. Le Festival rapproche des citoyens de tous horizons sans distinction ni exclusion : chacun trouve sa place dans l'événement. Cette mission porte ses fruits, puisqu'en 2018, 27 % des visiteurs accueillis sont venus pour la première fois et 50 % se déplacent pour la convivialité.

### LES SAISONS, REPRÉSENTENT UN AXE MILITANT ET CITOYEN FORT DE NOTRE STRUCTURE

La collaboration entre Res Publica et l'Académie de Cuivres en Dombes est riche et plurielle. Au-delà du soutien financier qui nous est offert, c'est une véritable rencontre humaine et sensible qui s'est opérée. Les échanges de cocréation que nous avons régulièrement nous permettent d'avancer et de nous questionner sur le sens et la pérennité de nos actions. Nous remercions l'ensemble des dirigeants de l'association Res Publica pour la confiance qui nous est accordée.

CAMILLE MARCHALOT  
DIRECTRICE ARTISTIQUE FESTIVAL CUIVRES EN DOMBES

*Les Saisons  
d'inclusion culturelle  
font entrer les arts dans  
des structures auprès  
de publics éloignés  
de l'offre culturelle  
classique*

## Agir pour une société civile forte en Afrique

*Le directeur exécutif d'A.C.G., docteur Sekou Koureissy Condé lors de la matinée de débats sur l'Algérie organisée par le « Monde Afrique » en partenariat avec Res Publica. Paris, 11 juin 2019.*



GUINÉE

### Actions de gouvernance et de consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest

◆ 17 ATELIERS DE TRAVAIL AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

◆ 54 CONFÉRENCES ET SÉMINAIRES

😊 15 000 PERSONNES TOUCHÉES

€ 138 126 €

**D**epuis huit ans, Res Publica soutient la formation des organisations de la société civile et des journalistes de l'Afrique de l'Ouest. Outre l'objectif de formation, la démarche de l'association vise à aider la société civile à jouer pleinement le rôle qui doit rester le sien, celui de contre-pouvoir, pour la construction d'un État de droit, préalable à une démocratie forte.

Res Publica considère qu'une refondation de la gouvernance est nécessaire aujourd'hui en Afrique, mais une refondation qui doit reposer sur des bases sociales et culturelles des populations et qui doit être élaborée à partir des expériences propres à chaque société.

L'association a aidé à la création en 2011 d'African Crisis Group (A.C.G.), un cabinet de conseil, à statut associatif, qui a pour mission de promouvoir la bonne gouvernance et de contribuer à la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest. Cette structure agit auprès de la société civile et auprès des autorités politiques au Burkina Faso, en Guinée, en Côte d'Ivoire, au Togo, au Niger ou au Mali.

Ainsi, notre association à travers A.C.G. contribue régulièrement à faciliter le dialogue entre la société civile, les groupes d'opposition et les majorités présidentielles.

La connaissance de la réalité politique de la région, doublée des expériences de terrain, consolident les actions de Res Publica et favorisent généralement leur réussite.

**AÏSSATA TRAORE**  
CHARGÉE DE MISSION RES PUBLICA



## La gouvernance comme levier de développement au Burkina Faso

BURKINA FASO

### Programme d'appui à la société civile paysanne de la région du Boulkiemdé



**D**epuis sa création, le premier défi que se sont lancé les fondateurs de Res Publica était d'enclencher une forme de développement économique et social, à partir d'une population africaine rurale à structure patriarcale et totalement paysanne au Burkina Faso.

Le défi paraissait à priori irréaliste mais pas impossible ! Sans bousculer la structure patriarcale de la société rurale, l'association a dû investir dans la santé, dans l'éducation et dans l'agroéconomie, afin de favoriser l'émancipation des populations rurales et surtout l'autonomisation des femmes, qui constituent avec les jeunes, les couches les plus vulnérables de la société. Ces femmes sont aujourd'hui des citoyennes dont les voix comptent. Elles prennent confiance en elles et participent efficacement au bon fonctionnement des activités de leurs villages.

#### L'ÉGALITÉ DES CHANCES, UN DÉFI À RELEVER DANS LA PROVINCE DU BOULKIEMDÉ...

Les trois communes rurales sur lesquelles agit Res Publica dans la province du Boulkiemdé (Nanoro, Pella et Soaw), ont connu une évolution remarquable ces vingt dernières années. A titre d'exemple, la commune de Nanoro est passée à notre arrivée, de 3 000 à 18 000 enfants scolarisés en 2018. L'égalité des chances entre filles et garçons a connu un bond inattendu. Dans les années 2000, les écoles comptaient 8 garçons pour 2 filles, aujourd'hui la parité est réelle et, dans certaines écoles, les effectifs de filles dépassent ceux des garçons. Une petite victoire dans un pays, où le taux net de scolarisation atteint à peine 37 % dans les zones rurales contre 75 % dans les grandes villes, selon l'UNICEF<sup>1</sup>.

Grâce à la gouvernance impulsée via les quatre leviers du développement (l'éducation, la santé, l'agroéconomie et la culture), cette région, de plus de 100 000 habitants, regorge désormais d'une nouvelle génération de diplômés qui sont aujourd'hui des cadres, des entrepreneurs ou des professeurs...

**AÏSSATA TRAORE**  
CHARGÉE DE MISSION RES PUBLICA

1: [https://www.unicef.org/bfa/french/brief\\_education.pdf](https://www.unicef.org/bfa/french/brief_education.pdf)



MOBILITÉS &  
MIGRATIONS

# La nécessité de s'interroger sur un monde en plein bouleversement...

## CONSTAT

Surpopulation, réchauffement climatique, vieillissement démographique, ampleur des flux migratoires... les défis démographiques sont divers et complexes à l'ère de la mondialisation. La population mondiale qui s'élève actuellement à 7,6 milliards devrait atteindre près de 10 milliards en 2050 et 11 milliards en 2100, selon un rapport des Nations Unies, publié en 2017. Plus qu'un changement, nous vivons dans un monde en bouleversement dont la vitesse est aussi fulgurante qu'inquiétante :

- bouleversement politique et idéologique : le Brexit, la crise de la démocratie et la montée du populisme, marquée par l'arrivée au pouvoir de Trump aux USA, de Salvini en Italie et de Bolsonaro au Brésil... a changé le paysage politique du monde en général et de l'Europe en particulier. L'Afrique, elle, reste confrontée à une forte instabilité politique causée notamment par des conflits armés (Sahara occidental), par des guerres ethniques (Mali) ou par des organisations terroristes (AQMI, Boko Haram) ;

- bouleversement démographique et économique : le vieillissement de la population dû à la baisse globale des naissances et à l'allongement de la durée de vie reste préoccupant. Cette situation a des conséquences socio-économiques importantes et pose des problèmes auxquels les États doivent trouver des réponses.

En Afrique, l'explosion démographique, aggravée par les difficultés économiques dans la plupart des pays, se heurte au manque de ressources disponibles et de politiques efficaces à la hauteur des défis. Les jeunes pour la

plupart désœuvrés sont envahis par un sentiment d'abandon et trouvent dans l'émigration, souvent illégale, un salut dont ils ne connaissent ni les risques, ni l'issue.

*Par une démarche pédagogique, Res Publica participe de manière permanente à l'éducation citoyenne. Elle contribue à développer l'esprit critique et à élargir les capacités d'initiatives et d'implications de chaque citoyen*

L'Europe, destination de prédilection de ces candidats à une vie meilleure, fait face, elle, à un véritable dilemme. Partagée entre la protection des demandeurs d'asiles et le maintien de frontières sûres, elle peine à trouver des solutions crédibles et efficaces face au défi que représente la crise migratoire.

Le Pacte mondial de l'ONU sur les migrations, adopté en décembre 2018, propose une gestion sûre, ordonnée et durable de la problématique, mais le document divise plus qu'il ne rassemble. Les positions notamment des pays de l'Union européenne divergent

en ce qui concerne le partage des réfugiés, la lutte contre les passeurs et la prise de décision d'une intervention plus radicale sur les causes réelles de ce phénomène... L'enjeu est essentiel et l'histoire se souviendra des positions de chacun.

## DÉMARCHES

Outre la divergence des positions des États sur la question, le thème des migrations, surmédiatisé et souvent traité par les médias de manière partielle ou superficielle, favorise les amalgames et brouille les réalités d'un sujet aussi complexe.

Par une démarche pédagogique, Res Publica participe de manière permanente à l'éducation citoyenne. Elle contribue à développer l'esprit critique et à élargir les capacités d'initiatives et d'implications de chaque citoyen dans la vie collective. C'est dans cet esprit qu'elle a initié les projets « Migrations en Questions » et « L'Europe des Citoyens ».

Le premier projet permet d'aborder la problématique de la migration de la façon la plus objective possible. Rendre compte des faits basés sur des données scientifiques, de manière claire et concise, est la mission que s'est assignée Res Publica à travers le site [www.migrationsenquestions.fr](http://www.migrationsenquestions.fr).

Le second projet se donne pour objectif de faire avancer le débat sur la consolidation européenne. Inciter l'avènement d'une Europe des peuples qui placerait l'intérêt commun européen au-dessus des intérêts particuliers des États.

**Pour en savoir plus :**  
[www.leuropeDESCIToyens.org](http://www.leuropeDESCIToyens.org).

Lilian Thuram, président de la fondation Education contre le racisme ; Pascal Brice, ancien directeur général de l'OFPPA ; Yves Pascouau, fondateur de European Migration Law et initiateur de Migrations en Questions, lors des Assises nationales de la citoyenneté - Ouest-France. Rennes, Janvier 2019.

## Migrations en Questions : questionner, répondre, dialoguer



FRANCE

## Echanges et rencontres publiques autour des questions de migrations

◆ 18 CHERCHEURS ET SPÉCIALISTES MOBILISÉS

◆ 33 VIDÉOS RÉALISÉES

◆ 21 DÉBATS PUBLICS OU CONFÉRENCES

😊 + DE 2 300 000 VUES

€ 130 000 €

**D**e tout temps, la migration a été source de questionnements, de crispations, voire de confrontations. Depuis 2015, cette thématique est au cœur des divisions politiques de l'Union européenne et questionne les opinions publiques.

Si les citoyens formulent légitimement des questions sur les migrations et leur gestion, ils ne reçoivent pas toujours des réponses objectives car cette thématique est politiquement instrumentalisée. Le débat public se réduit souvent à deux options politiques aussi antagonistes qu'irréalistes : la politique du « tout fermé » et celle du « tout ouvert ».

Migrations en Questions est un projet né de la collaboration entre l'association Res Publica et Yves Pascouau, docteur en droit et fondateur de European Migration Law, site web portant sur le droit et la politique de l'Union européenne en matière d'asile et d'immigration.

Initié en novembre 2018, le projet a réussi à créer un espace de dialogue par un procédé simple. Dans un premier temps, recueillir les questions des citoyens sur le site [www.migrationsenquestions.fr](http://www.migrationsenquestions.fr), puis, mobiliser des spécialistes reconnus dans leurs domaines d'analyse pour répondre aux questions de manière objective et impartiale, dans de courtes vidéos de moins de 3 minutes diffusées sur les réseaux sociaux. 18 chercheurs et spécialistes issus de différentes disciplines (droit, économie, sciences sociales et politiques) se sont prêtés à l'exercice pour enregistrer 33 vidéos à vocation pédagogique.

Plusieurs personnalités comme Lilian Thuram, ancien footballeur et président de la fondation « Éducation contre le racisme », Enrico Letta, doyen de l'École des affaires internationales de Sciences Po Paris et ancien président du Conseil des ministres italien, et Pascal Brice, ancien directeur général de l'OFPPA, ont soutenu le projet pour le faire connaître du grand public. La couverture médiatique a notamment été assurée grâce à un partenariat avec le quotidien Ouest-France.

## METTRE EN AVANT L'ÉTAT DES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES SOUS UNE FORME ACCESSIBLE

Pendant sept mois précédant les élections européennes de mai 2019, les vidéos Migrations en Questions ont participé à informer les citoyens sur la réalité du phénomène migratoire, sujet au centre des débats européens.

Du coût de l'immigration, aux impacts sur le marché du travail, en passant par la responsabilité juridique des pays concernés par le sauvetage des migrants en Méditerranée ou le règlement de Dublin, les sujets se sont enchaînés pour donner à chacun les bases objectives d'une réflexion dépassionnée.

Avec plus de 2 300 000 vues sur internet et plus d'une cinquantaine d'articles dans les principaux médias, les vidéos Migrations en Questions se sont fait une place dans un paysage informatif chargé. Ce programme a permis une réelle mise en avant des chercheurs et de leurs travaux sous un format accessible au grand public. Une manière originale de diffuser de l'information, de l'analyse et de créer les bases d'un dialogue apaisé sur ce sujet difficile qui divise nos sociétés.

Enfin, la boucle n'aurait pas été bouclée sans une présence concrète sur le terrain, à la rencontre des citoyens. Migrations en Questions a ainsi organisé ou participé à une vingtaine d'événements dans toute la France. C'est ainsi, par exemple, que nous avons été conviés en janvier 2019 à Rennes, à la deuxième édition des Assises nationales de la citoyenneté « Vivre Ensemble », un événement organisé par le journal *Ouest-France*.

Migrations en Questions continuera ce travail d'information, certainement en direction d'un public plus jeune et pourquoi pas dans d'autres États membres de l'Union européenne.

THIERRY SCIARI  
GESTIONNAIRE DE PROJETS RES PUBLICA

Migrations en Questions est un projet né de la collaboration entre l'association Res Publica et Yves Pascouau, docteur en droit et fondateur de L'European Migration Law



## Festival Peinture Fraîche : quand le street art met en lumière les migrations

FRANCE

### Un nouveau festival international dédié au street art à Lyon

◆ 1 FRESQUE DÉDIÉE

◆ 1 CONFÉRENCE DÉBAT

😊 37 000 FESTIVALIERS

€ 15 000 €



La fresque réalisée par le street artiste Big Ben et dédiée à Migrations en Questions, à l'occasion du festival Peinture Fraîche. Lyon, mai 2019.

**E**n tant que partenaire, Res Publica a participé à la 1<sup>ère</sup> édition du festival de street-art Peinture Fraîche qui s'est tenue du 3 au 12 mai 2019 à Lyon à la Halle Debourg.

Organisé par le Petit Bulletin, le festival Peinture Fraîche a réuni pendant 10 jours, plus de 35 000 visiteurs et 70 artistes régionaux et internationaux. Parmi eux, le chilien Inti, célèbre pour ses fresques murales monumentales à Moscou, Paris, New York ou Rio ou encore le Portugais Bordalo II, street artiste écolo, célèbre pour ses œuvres monumentales en 3D, fabriquées à partir de déchets recyclés.

Au travers de ce partenariat, Res Publica a souhaité lier le côté culturel de ce type d'événement à ses activités. C'est ainsi que le projet Migrations en Questions a été mis en avant grâce à plusieurs actions :

- une œuvre sur la thématique des migrations a été réalisée spécialement pour Res Publica par l'artiste lyonnais Big Ben ;
- dans le but de pousser la réflexion, notre association a également organisé en marge du festival, une conférence débat sur le thème « Des parcours, des visages et des droits ». A cette occasion, Morade Zouine, avocat au barreau de Lyon, Yves Pascouau chercheur et initiateur du projet Migrations en Questions, Emmanuelle Néraudau avocate au barreau de Nantes et le street artiste Big Ben ont pu échanger autour du projet Migrations en Questions et des enjeux migratoires encore d'actualité.

**JULIEN PAREDES**  
GESTIONNAIRE DE PROJETS RES PUBLICA

*En mai 2019, la 1<sup>ère</sup> édition du festival Peinture Fraîche a rassemblé près de 70 artistes du monde entier à la Halle Debourg de Lyon*



A young boy with dark skin and short hair, wearing a brown and white plaid shirt over a yellow t-shirt and brown pants, stands in a garden. He is holding a large green plastic water jug. The garden is filled with tall green plants, possibly leeks or asparagus. In the background, there is a chain-link fence supported by a brick wall, and a building with blue doors is visible. The scene is outdoors with trees and a clear sky.

ÉCONOMIE &  
ENVIRONNEMENT



# Une approche globale pour un développement durable

## CONSTAT

L'Afrique, le continent où la croissance démographique est la plus forte mais aussi la plus jeune : 40 % des habitants de l'Afrique subsaharienne ont moins de 15 ans<sup>1</sup>. Une jeunesse qui constitue à la fois un atout par son dynamisme et une contrainte par le coût qu'elle représente. Bien que les annonces des instances internationales de développement vantent chaque année des perspectives économiques plutôt satisfaisantes, les États africains peinent à répondre à des besoins toujours croissants.

Les indicateurs économiques soulignent le retard de développement du continent africain. 33 des 48 Pays les Moins Avancés (PMA)<sup>2</sup> du monde se trouvent en Afrique subsaharienne et le Burkina Faso compte parmi ces pays. Dans le même temps et depuis le début de ce millénaire, la forte demande en biens agricoles, minerais et hydrocarbures des puissances émergentes ainsi que les besoins des pays développés ont revigoré l'économie de bon nombre de pays africains. Une véritable classe moyenne est en train de naître, constituant ainsi environ ¼ de la population du continent. Cette nouvelle frange de la population africaine représente un essor pour la croissance économique par les nouvelles traditions consuméristes qu'elle instaure.

*« Bien que les annonces des instances internationales de développement vantent des perspectives économiques plutôt satisfaisantes, les États africains peinent à répondre à des besoins toujours croissants. L'Afrique, représente aujourd'hui, un continent attractif mais au développement disparate. »*

Dans le même temps, le continent demeure peu ouvert sur le monde et son économie reste basée principalement sur l'exploitation des ressources naturelles qui occupent une grande part des investissements, au détriment d'autres secteurs et activités vivrières. Victime de ses propres richesses naturelles qui, au lieu d'améliorer son capital humain, grippent le développement du fait des conflits et de l'instabilité politique qu'elles suscitent, l'Afrique représente aujourd'hui un continent attractif mais au développement disparate.

Le continent dispose également d'énergies renouvelables (solaire, éolienne, géothermique et hydraulique) qui, valorisées au mieux, pourraient contrer les effets néfastes du dérèglement climatique déstabilisant les sociétés agraires : destruction des parcelles agricoles, déplacement de populations et donc abandon de surfaces cultivées. Les déchets plastiques jetés à tout-va, à titre d'exemple, peuvent causer l'obstruction des caniveaux, provoquer des inondations et ravager des cultures entières.

1: <https://www.letemps.ch/sciences/lafrique-face-veillissement-rapide-population>

2: <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/pma-pays-les-moins-avancees>



*Les enfants du village del Guyabo Corperna inaugurent le nouveau poste d'eau de leur école. Nicaragua, 2018.*

Le changement climatique occasionne également une dégradation des terres arables et entraîne une baisse de la capacité productive, causant ainsi une menace pour la sécurité alimentaire. Les carences liées à la nourriture sont essentiellement dues à des phénomènes naturels.

L'insuffisance des ressources en eau est un autre enjeu, qui peut conduire à des pénuries d'eau, qui signifie également pénurie de nourriture. De telles carences provoquent des conflits et génèrent des « marchés de violence », pour lutter contre la rareté des ressources.

« Un réchauffement qui se poursuit, c'est la guerre qui s'annonce », puisque de nombreuses crises alimentaires et conflits armés tirent leur origine du réchauffement climatique. S'évertuer à ce que les pays puissent s'approvisionner en eau est un droit humain et une condition essentielle pour la prévention des conflits entre les communautés et les États qui partagent une ou même plusieurs sources hydriques. Cette ambition permet également d'assurer le maintien des populations en zones rurales.

Parmi les conséquences manifestes des dérèglements environnementaux, nous observons le départ en masse de réfugiés climatiques dont le nombre est déjà 3 fois supérieur à celui des réfugiés de guerre, pouvant atteindre les 250 millions à l'horizon 2050<sup>3</sup>. Une situation susceptible de déclencher une vraie « ruée vers l'Europe » créant, dans les prochaines décennies, de nouvelles tensions dans les zones de transit et plongeant ainsi le Vieux Continent dans une crise profonde de gestion de nouveaux flux migratoires.

#### DÉMARCHES

« Le développement est le nouveau nom de la paix », nous répète-t-on de tous bords. Active sur les trois leviers du développement (l'éducation, la santé et l'agriculture), depuis les années 2000, Res Publica, via son ONG au Burkina Faso, mise sur le rôle de l'éducation en tant que levier du développement et investit dans l'éducation la moitié du budget total qui lui est alloué chaque année. Au sein des 3 communes où nous intervenons (Nanoro, Soaw et Pella), Res Publica agit en

3: <https://www.geo.fr/environnement/changement-climatique-250-millions-de-refugies-en-2050-21626>

partenariat avec le ministère de L'Education nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales( MENA) et promeut l'éducation primaire pour tous. Sur un territoire d'environ 100 000 habitants, le nombre d'enfants scolarisés est passé de 3 000 à 18 000 et l'objectif de la parité fille/garçon à l'école primaire a été atteint en moins de deux décennies.

Sur le plan des services sanitaires, grâce à notre partenariat avec l'association EMEJ, Res Publica a soutenu la construction et la rénovation de huit Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS). Notre présence sur le terrain, depuis 18 ans, a permis la mise en place d'une Protection Maternelle et Infantile (PMI) ainsi que l'instauration d'une démarche de sensibilisation au service du planning familial.

## Nos actions ont permis la valorisation et la commercialisation de certaines productions locales par des femmes

Sur le plan agricole, Res Publica soutient, depuis une dizaine d'années, des producteurs burkinabè en leur octroyant des micro-crédits et en leur dispensant des formations les accompagnant vers des techniques de production plus efficaces et plus respectueuses de l'environnement. En partenariat avec la direction départementale de l'Agriculture burkinabè, Res Publica a permis la construction de digues qui a généré des activités maraichères et jardinières.

Nos actions ont permis également la valorisation et la commercialisation de certaines productions locales par des femmes qui sont transformées et exportées en France pour le compte de laboratoires cosmétiques (karité, neem...).

Via son volet agro-pastoral, Res Publica a pu mettre en œuvre des stratégies de riposte et d'adaptation aux nouvelles conditions climatiques. Ces actions ont permis la récupération de terres agricoles dégradées et l'amélioration de leurs capacités productives.

*Une commande de tables-bancs fabriquées à partir de déchets plastiques pour les écoles Res Publica. Burkina- Faso, 2018.*



## Terres dégradées, des techniques de récupération



### BURKINA FASO

## Stratégies de riposte et d'adaptation aux nouvelles conditions climatiques

◆ 1 025 HECTARES RÉCUPÉRÉS

€ 6 100 €

Le secteur rural demeure la base du développement socio-économique du Burkina Faso. En effet, la croissance économique du pays dépend pour une grande partie de l'évolution de l'activité agricole, qui elle-même reste très dépendante de la variabilité des conditions agro-climatiques.

Le Burkina Faso traversé par la région du sahel se caractérise par des températures élevées, des précipitations irrégulières, des sécheresses extrêmes même en pleine saison des pluies, des inondations occasionnelles avec une forte dégradation des ressources naturelles conduisant à une baisse de la capacité productive des terres, entraînant une forte menace pour l'atteinte de la sécurité alimentaire et le bien-être de plusieurs ménages (surtout ruraux). Ces phénomènes qui sont de plus en plus réguliers confirment la réalité des changements climatiques d'où l'urgence de mettre en œuvre des actions d'amélioration des capacités adaptatives des populations rurales.

Dans un tel contexte, l'association Res Publica depuis son implantation au Burkina Faso et à travers son volet agro-pastoral, a mis en œuvre des stratégies de riposte et d'adaptation aux nouvelles conditions climatiques. Ces stratégies sont pour l'essentiel :

- l'utilisation de semences améliorées (trois producteurs semenciers ont été formés en technique de production de semences améliorées) ;
- la mise en place des techniques permettant de conserver au mieux les eaux et réduire les pertes de terres dues à l'érosion ;
- le renforcement des capacités des acteurs (producteurs).

Les actions de riposte et d'adaptation aux nouvelles conditions climatiques concernent en grande partie l'aménagement des infrastructures de CES/DRS (Conservation des Eaux et Sol/ Défense et Restauration des Sols) comme :

- la diguette antiérosive, seuil d'écoulement des eaux de ruissellement ;
- le zaï (qui signifie se dépêcher en langue locale Mooré). Il consiste à creuser

des trous pendant la période sèche, où l'on met le fumier juste avant l'arrivée des premières pluies et on sème lorsqu'une pluie suffisante arrive ;

- les demi-lunes, une technique qui consiste à réaliser des dispositifs semi-circulaires perpendiculaires au sens de la plus grande pente, afin de collecter les eaux de pluies. Ces techniques sont réalisées sur des terres dégradées, encroûtées, où l'eau ruisselle le long de la pente. Ces sols sont peu épais et ont une forte proportion de gravier.

L'efficacité de ces ouvrages exige donc une production et une utilisation intensive de la matière organique de bonne qualité car c'est elle qui intervient beaucoup dans l'amélioration de la structure et de la texture du sol. L'obtention du compost est promue par les fosses fumières et la formation de plusieurs producteurs.

Ces différentes techniques mises en place et l'accompagnement de l'ONG Res Publica, ont contribué à récupérer des superficies jadis abandonnées d'une part et ont augmenté les rendements d'autre part. Au total 1025 ha sont aménagés en demi-lunes, cordon pierreux et zaï avec des rendements supérieurs à la moyenne des trois communes (Nanoro, Pella et Soaw) (voir tableau ci-dessous).

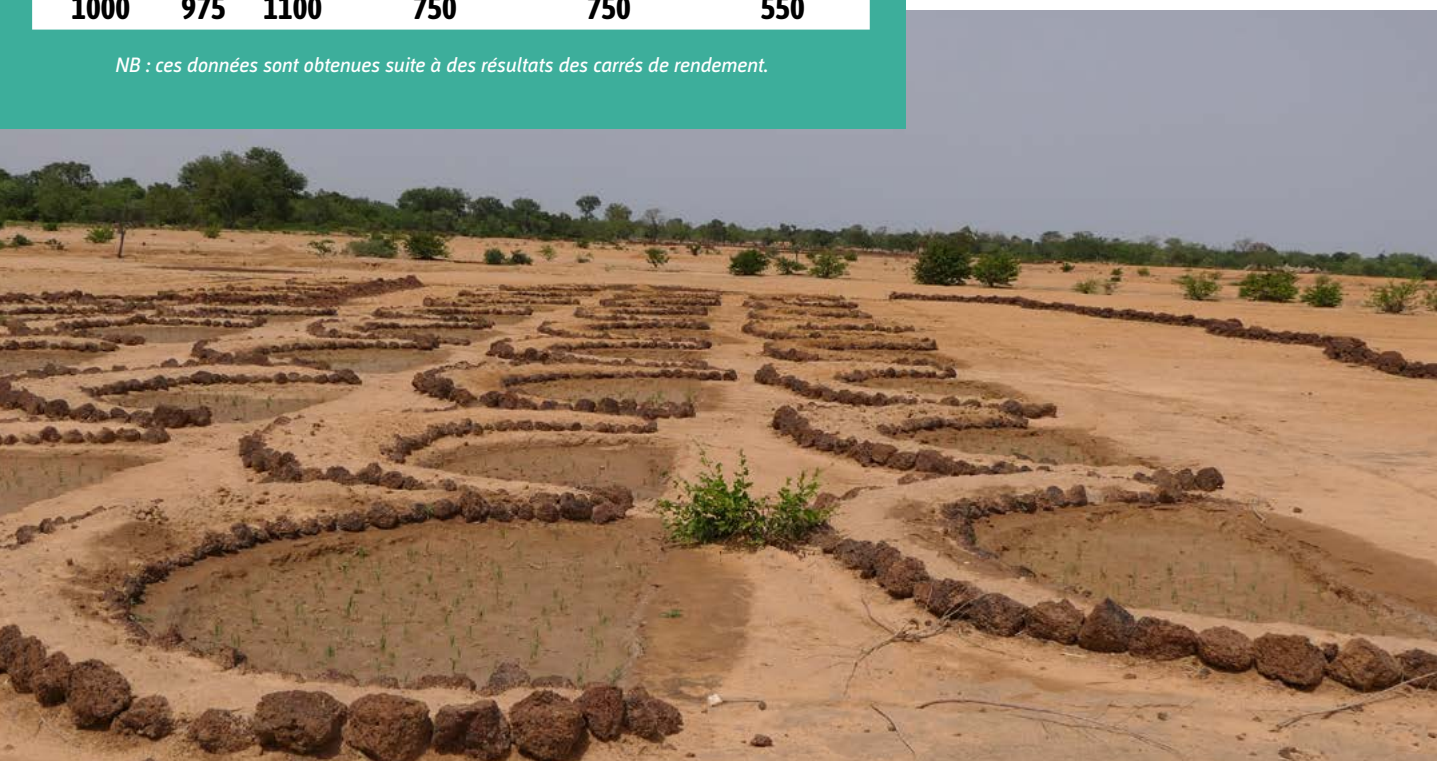
**ANNE-MARIE BERGER**

BÉNÉVOLE CHARGÉE DES ACTIVITÉS AGROPASTORALES RES PUBLICA

RENDEMENTS EN KG			RENDEMENTS MOYENS DE LA ZONE EN KG		
Sorgho	Mil	Niébé	Sorgho	Mil	Niébé
1000	975	1100	750	750	550

*NB : ces données sont obtenues suite à des résultats des carrés de rendement.*

*La parcelle vitrine de l'OPF de Sibago aménagée en demi-lunes. Burkina Faso, 2018.*



## Un projet pédagogique pour comprendre son environnement scolaire



### BURKINA FASO Promotion des activités extrascolaires dans les écoles Res Publica

- ◆ 1 JOURNÉE CULTURELLE
- ◆ 4 JARDINS SCOLAIRES
- ◆ 1 PROGRAMME D'HYGIÈNE ET D'ASSAINISSEMENT
- 😊 4 ÉCOLES PILOTES
- € 9 150 €

Initié par Res publica à la rentrée 2018/2019 un projet pédagogique concernant 4 écoles a vu le jour avec l'implication active du corps enseignant, des élèves et des Association des Parents d'Elèves et des Mères d'Elèves (APE/AME). Son objectif est de rendre visible la promotion d'un enseignement de qualité dans ces établissements pilotes.

Pour la réussite du projet les écoles ont bénéficié de l'appui financier de l'ONG conformément à un plan d'action présenté par chaque école.

Chaque activité est sous l'autorité d'un enseignant responsable. Des réunions avec les enseignants, les APE/AME et les agents de l'éducation Res Publica sont organisées en début d'année et chaque trimestre pour planifier les activités. Une cinquantaine de personnes sont ainsi mobilisées.

Chaque fin de trimestre une évaluation du projet avec les inspecteurs et les agents Res Publica permet de suivre l'évolution des activités et de gratifier les enseignants responsables.

Les activités développées sont mises à l'honneur lors d'une journée culturelle, en avril, dans chaque école. De même que la traditionnelle fête de clôture, habituellement supportée financièrement par les APE/AME, est subventionnée par le projet pédagogique.

En fin d'année scolaire, un bilan global du projet est établi par les directeurs et les agents Res Publica.

#### LES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES CONCERNENT

- le suivi de l'hygiène et de l'assainissement ;
- le renforcement de la cantine endogène ;
- la promotion des APP (Activités Pratiques de Production – maraîchage, élevage, foresterie, artisanat) afin de susciter le goût de l'apprentissage ;
- la promotion des activités sportives et culturelles ;
- le développement d'une éducation citoyenne en établissant une symbiose entre les enseignants et les élèves.

*Les activités  
développées sont mises  
à l'honneur lors d'une  
journée culturelle,  
en avril, dans chaque  
école*

#### LE SUIVI DE L'HYGIÈNE ET DE L'ASSAINISSEMENT

L'accent est mis sur l'hygiène corporelle et vestimentaire allant jusqu'à récompenser les élèves les plus assidus. Quant à l'assainissement c'est l'affaire de tous : enseignants, APE/AME et élèves. Les latrines, les salles de classe, le domaine scolaire doivent être nettoyés journalièrement.

#### LE RENFORCEMENT DE LA CANTINE ENDOGÈNE

Chaque rentrée scolaire, les élèves apportent des haricots et du mil, suivant une quantité déterminée par l'APE, à laquelle vient s'ajouter une dotation du projet pédagogique. Un suivi de l'hygiène et de la qualité des repas est effectué régulièrement auprès des cantinières par l'enseignant responsable.

#### LA PROMOTION DES ACTIVITÉS SPORTIVES ET CULTURELLES

Différentes disciplines sportives sont intégrées dans le projet pédagogique tels que le football masculin et féminin, le handball féminin, la course cycliste et l'athlétisme. Le renforcement de ces activités par le projet pédagogique permet d'obtenir de bons résultats lors des compétitions de l'OSEP (Organisation Sportive des Ecoles Primaires).

Une journée culturelle organisée au sein de chaque établissement donne l'occasion d'apprécier tous les talents. La danse traditionnelle et moderne, le théâtre, le récital sont mis à l'honneur.

#### LA PROMOTION DES ACTIVITÉS PRATIQUES DE PRODUCTION

Cette incitation s'exerce à travers la mise en application de jardins scolaires et d'une activité de reboisement et d'embellissement.

La production maraîchère est organisée par un enseignant qui apprend aux élèves le respect du calendrier cultural (semis, repiquage etc ...). L'arrosage est le travail quotidien des élèves. Quant à la récolte elle est assurée par les élèves en présence des enseignants, de même que la vente sur place aux restauratrices et femmes du village. L'excédent est réservé à la cantine endogène.

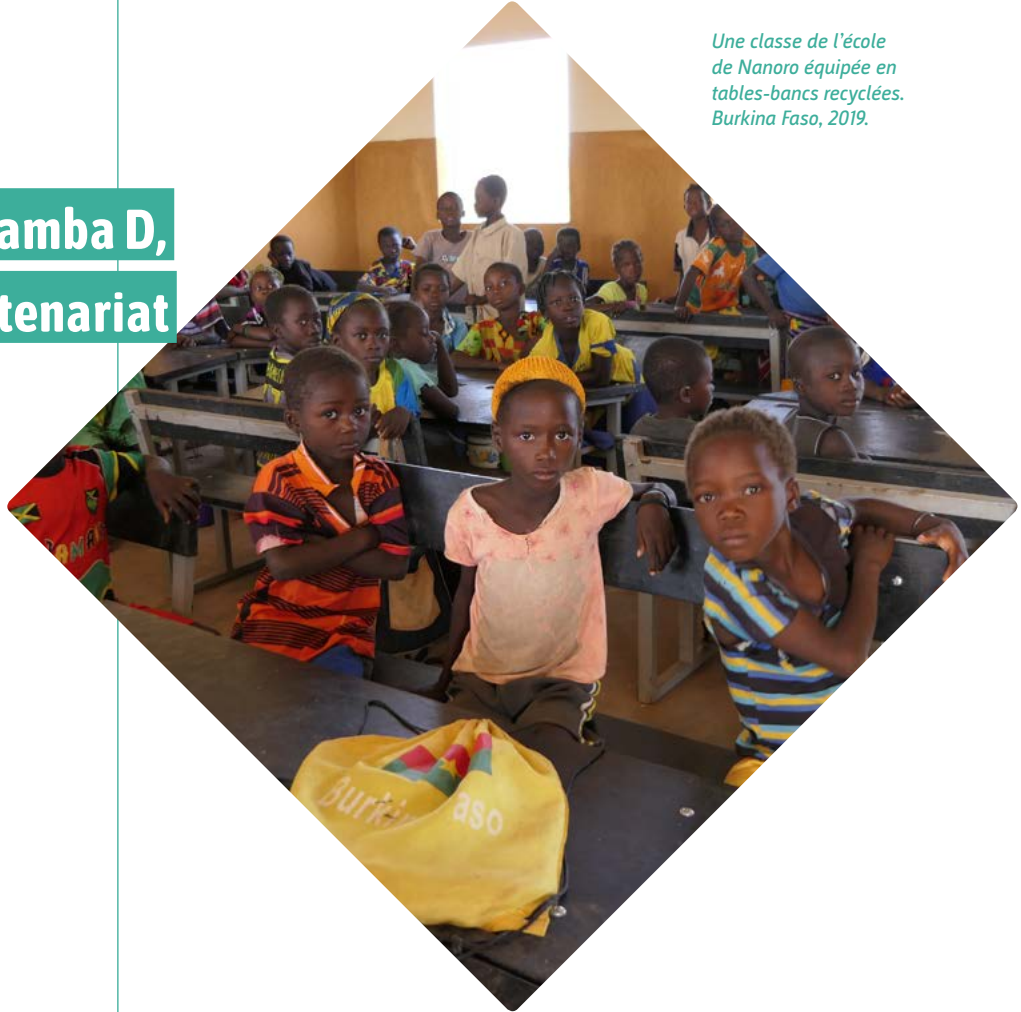
L'entretien des arbres de la cour et l'embellissement sont le domaine des enseignants. L'arrosage est réservé aux élèves qui suivent également une sensibilisation sur le bienfait de l'arboriculture.

#### LE DÉVELOPPEMENT D'UNE ÉDUCATION CITOYENNE

Enseignants et élèves se retrouvent dans un cadre extra-scolaire laissant plus de place à des échanges moins protocolaires.

ANNE-MARIE BERGER  
BÉNÉVOLE CHARGÉE DES ACTIVITÉS AGROPASTORALES RES PUBLICA

## Coopérative Yamba D, bilan d'un partenariat gagnant !



### BURKINA FASO

## Collecte et valorisation des déchets plastiques

◆ 120 TONNES DÉCHETS RECYCLÉS / AN

◆ 510 TABLES BANCS COMMANDÉES

😊 4 ÉCOLES RES PUBLICA

€ 24 400 €

**A**u Burkina Faso, Res Publica a noué un partenariat avec la coopérative Yamba-D-Plastique par l'achat de tables-bancs pour équiper les classes d'écoles.

La coopérative fabrique des tables-bancs à partir de déchets plastiques jetés dans la nature. L'impact environnemental de ces activités est énorme : les produits fabriqués remplacent le bois qui devient de plus en plus rare car surexploité. La coopérative aspire à atteindre une capacité de recyclage de 120 tonnes de déchets par an et la création de 20 emplois. De cette manière, Yamba-D-Plastique pourra honorer les commandes de tables-bancs à l'échelle nationale.

### LE PRÉSIDENT DE LA COOPÉRATIVE DE YAMBA-D PLASTIQUE PARLE DE SES ACTIVITÉS

La coopérative Yamba-D-Plastique a pour activité principale la production de tables bancs scolaires. Installée sur un site pilote à Karpala, elle produit des tables bancs faites en recyclant des sachets plastiques achetés auprès des collecteurs dans la ville de Ouagadougou. La commercialisation de nos produits permet d'avoir des revenus pour supporter notre activité de production et contribue du même coup à l'assainissement du cadre de vie des populations.

Cette coopération est issue d'une recherche qui regroupe Ousmane Derme et ses fils, Issaka, Salif, Ali et Jean-Marie Perdrix, artistes et artisans, depuis leurs premières réalisations communes débutées en 2002 à Koudougou.

La simplicité en moyens et en matières premières, couplée à un investissement raisonné d'une unité de recyclage, et l'accès aux débouchés assurent une rentabilité réelle à cette innovation très prometteuse.

Equiper les salles de classe en tables-bancs à partir de déchets plastiques recyclés...

Res Publica est le premier partenaire qui fut convaincu de la pertinence de notre



projet en achetant 210 tables-bancs pour équiper des écoles dans la commune de Nanoro pour la rentrée scolaire 2018-2019.

Pour la rentrée scolaire à venir, l'ONG Res Publica au Burkina Faso compte nous renouveler son soutien en lançant une autre commande de 300 tables-bancs.

Cette production pilote nous a permis de mettre au point notre production et de valider notre modèle économique. Notre collaboration avec Res Publica permettra par la suite de répondre à un besoin important en équipement scolaire pour le primaire ainsi que pour les maternelles.

Nous menons aujourd'hui des démarches pour nous installer sur un site d'enfouissement technique de la mairie de Ouagadougou pour une production à plus grande échelle. Nous disposons d'une aide du Sycotm (Aide Internationale - Solidarité Déchets). Nous collaborons aussi avec le ministère de l'Environnement pour l'utilisation des déchets plastiques collectés dans le cadre du projet national de traitement et de valorisation des déchets plastiques.

**OUSMANE DERME**  
PRÉSIDENT COOPÉRATIVE YAMBA-D PLASTIQUE



*La coopérative Yamba-D-Plastique produit des tables-bancs faites en recyclant des sachets plastiques*

*Ousmane DERME, président de la coopérative Yamba D, lors d'une campagne de sensibilisation. Burkina-Faso, mai 2019.*

## Eco-Génération milite pour le Zéro déchet

BURKINA FASO

### Activités d'assainissement et de reboisement

◆ 1 JOURNÉE DE SENSIBILISATION ET DE RÉCOLTE DE DÉCHETS

😊 60 000 FOYERS TOUCHÉS

€ 2 078 €



**E**co-Génération est une association écologique apolitique à but non lucratif qui a pour devise « Save The Planet » ce qui signifie « Sauvons la planète ». Eco-Génération est une association de jeunes soucieuse de l'environnement actuel pour sa survie et celle de la future génération. Son siège est à Ouagadougou au Burkina Faso ; précisément au quartier Karpala. Elle s'est donnée pour objectif d'œuvrer à amoindrir les causes du phénomène du réchauffement climatique, en initiant notamment des activités d'assainissement et de reboisement.

#### ELLE S'ENGAGE À MENER DES ACTIONS ECO-RESPONSABLES POUVANT

- limiter ou atténuer le réchauffement climatique ;
- réduire les impacts négatifs des déchets sur l'environnement à travers des sensibilisations sur la gestion des déchets ;
- changer le comportement des citoyens et des ménages quant à la gestion de leurs déchets ;
- faire des campagnes de reboisement ;
- encourager la consommation des produits Bio à la place des OGM ;
- promouvoir les énergies renouvelables.

Dans cette optique, l'association a décidé de mener des tournées de campagne de sensibilisation sur l'impact des déchets sur notre environnement suivies de la collecte de déchets plastiques qui seront valorisés en mobiliers scolaires par la coopérative Yamba-D Plastique, partenaire de l'association.

En effet, cette campagne de sensibilisation a commencé le 1<sup>er</sup> Mai 2019 dans l'arrondissement n°11 au sein de la mairie, quartier Karpala de Ouagadougou.

## LES RÉSULTATS ESCOMPTÉS POUR CETTE CAMPAGNE SONT ENTRE AUTRES

- le changement de comportement des citoyens sur la gestion de leurs déchets ;
- le « zéro déchet » ;
- la création de bacs de collecte dans les rues ;
- la valorisation des déchets collectés.

L'association étant jeune et manquant de moyen financier pour le lancement de ses activités, a pu compter sur un partenaire qui a cru au projet et qui a décidé d'apporter son soutien en subvention pour la première édition de ses tournées « Journée de sensibilisation sur l'impact des déchets sur l'environnement ».

Une convention de partenariat fut signée entre l'association Eco-Génération et l'ONG Res Publica au Burkina Faso qui a été le partenaire officiel de cette première édition.

Notre association a bénéficié d'une subvention à hauteur de 1 363 000 F CFA (2078 €), soit 50 % de son budget pour l'organisation de notre journée de sensibilisation. Grâce à ce soutien financier et la participation de nos bénévoles, la journée du 1<sup>er</sup> Mai 2019 s'est déroulée avec succès et satisfaction.

Compte tenu de nos objectifs en matière de préservation de l'environnement, nous réitérons notre souhait de collaboration avec Res Publica pour les événements à venir.

Nous remercions l'ONG d'avoir cru en nous et d'avoir marqué un grand intérêt en notre projet.

ALI DERME  
PRÉSIDENT ECO-GÉNÉRATION

*L'association  
a décidé de mener des  
tournées de campagne  
de sensibilisation sur  
l'impact des déchets sur  
notre environnement*



## Le Burkina Faso et son haricot magique, le niébé



BURKINA FASO

### Projet de renforcement des capacités en techniques de productions adaptées du niébé

◆ 27,5 TONNES DE HARICOTS PRODUITS

😊 75 FEMMES FORMÉES

€ 7 100 €

C'est ainsi que nous avons intitulé l'article sur notre rapport d'activités précédent. Nous relations une action menée par nos soins concernant le renforcement en techniques de production adaptée de niébé au profit de 100 femmes, membres des organisations paysannes soutenues par Res Publica. En juin 2018 le projet alors n'en était qu'à ses débuts.

Quelques mois plus tard, le 13 novembre précisément, une cérémonie a réuni dans les locaux de Res Publica Burkina, les acteurs du projet, agricultrices et animateurs, pour le bilan de l'opération. Un bilan très positif puisque la récolte totale s'élève à 27,5 tonnes soit 1,1 tonne/ha.

#### L'ANALYSE DE LA SITUATION MONTRE QUE LES RENDEMENTS SONT SPECTACULAIRES

Les bénéficiaires, réparties en trois groupes de 25 personnes, ont toutes suivi pendant une semaine, une formation de renforcement de capacité. Les trois premières journées ont été consacrées à la théorie et les trois autres aux démonstrations pratiques.

Ces sessions de formation ont contribué à l'amélioration de la production. Les modules dispensés ont pris en compte les techniques de production du niébé, la mise en place de parcelles de démonstration ainsi que les techniques de Conservation des Eaux et Sol/Défense et de Restauration des Sols (CES/DRS). Un accent particulier a été mis sur l'utilisation sécuritaire et rationnelle des pesticides.

#### UNE BONNE PLUVIOMÉTRIE POUR UNE RÉCOLTE DE QUALITÉ...

Le suivi de la production sur le terrain a débuté aussitôt après la distribution des kits. Il a été effectué par le responsable agropastoral, qui a visité individuellement, dans la mesure du possible, l'évolution de chaque exploitation, et a effectué un entretien avec chaque responsable.

A noter aussi que la campagne a bénéficié d'une bonne pluviométrie.

A maturité, les femmes ont procédé à la récolte de façon collective parcelle par parcelle. L'esprit d'entraide a très bien fonctionné et a permis une récolte de qualité. Toutes ces actions ont contribué à renforcer les capacités techniques des femmes à travers notamment l'augmentation des rendements, et par là même, l'augmentation des revenus. Une partie de la récolte servira à la consommation familiale et l'autre partie sera commercialisée sur les marchés locaux, permettant une petite autonomie financière aux femmes.


L'expérience et le mode de consommation du niébé montrent que le haricot gagne en valeur ajoutée si la production est transformée. Res Publica a proposé à sa responsable des Activités Génératrices de Revenus (AGR), de suivre une formation pratique au sein de coopératives qui maîtrisent la transformation du niébé et la fabrication de plusieurs aliments à base du haricot (couscous, biscuits et gâteaux).

Une fois la connaissance acquise et quelques matériels achetés Amélie est apte aujourd'hui à transmettre ses acquis aux autres femmes des OPF...

La formation a connu un réel succès. Tous les groupements paraissent motivés pour donner suite à cette formation. Actuellement, elles réfléchissent à organiser un tour de rôle pour la fabrication, sachant qu'il n'y a qu'un seul four basé à Nanoro.

La commercialisation, point faible des groupements (éloignement géographique, manque d'expérience..) reste à organiser. Dans un premier temps les produits seront proposés aux marchés locaux avant d'être présentés à la Capitale.

**ANNE-MARIE BERGER**  
BÉNÉVOLE CHARGÉE DES ACTIVITÉS AGROPASTORALES



*Une centaine de productrices des communes de Nanoro, Soaw et Pella, formées et outillées en kit de production adaptée pour une semence améliorée de niébé*

## De l'eau potable pour les populations isolées du Nicaragua



### NICARAGUA

## Adduction d'eau potable par système gravitaire

- ◆ 90 FOYERS ÉQUIPÉS
- ◆ 52 LATRINES INSTALLÉES
- 😊 396 BÉNÉFICIAIRES
- € 104 065 €

**R**es Publica soutient Agua Para La Vida depuis 2006 dans sa lutte pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement au Nicaragua. L'association a participé au financement de 15 projets à ce jour en partenariat avec cette organisation locale.

D'après le Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène :

- 79 % de la population urbaine du Nicaragua a accès à un service d'eau potable géré en toute sécurité contre 30 % de la population rurale ;
- et 86 % de la population urbaine a accès à un service élémentaire d'assainissement contre 63 % de la population rurale du pays<sup>1</sup>.

Agua Para La Vida (APLV) est bien consciente de cette brèche et c'est pour cela que l'organisation travaille depuis 32 ans afin d'assurer ce droit fondamental à l'eau et à l'assainissement en priorité aux populations rurales isolées du Nicaragua. C'est d'ailleurs là qu'elle identifie son rôle dans la lutte pour atteindre l'ODD 6<sup>2</sup> au niveau national. Pour cela, l'organisation a développé un modèle holistique d'intervention qui lui permet de se différencier et d'obtenir de meilleurs résultats sur le long terme.

### DES PROJETS COMPLETS

Les projets d'APLV assurent évidemment la construction des infrastructures d'eau et assainissement nécessaires aux villages sélectionnés, mais fournissent également des séances de formation aux leaders et familles bénéficiaires afin de renforcer leurs connaissances en matière d'organisation sociale, d'éducation sanitaire et de protection de l'environnement.

### DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS LOCALES

En plus des formations ponctuelles données aux élèves des écoles primaires, aux membres des comités d'Eau Potable et Assainissement et à la population

1 : <https://washdata.org/data/household#!nic>

2 : 6<sup>e</sup> objectif du programme de développement durable des Nations Unies qui vise un accès universel et équitable à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement d'ici 2030.

en générale lors de l'exécution des projets dans les villages, APLV a créé une école technique d'Eau Potable en 1996, qui offre un cursus de formation de 2 ans et demi, reconnu par l'Institut National Technologique (INATEC), avec bourse complète, à de jeunes nicaraguayens issus des zones rurales, afin que ceux-ci deviennent des techniciens hydrauliques professionnels.

### PÉRENNITÉ DES PROJETS

Au cours des projets développés par APLV, les comités d'Eau Potable et Assainissement communautaires (CAPS) sont formés à l'administration, et à la maintenance de leur système d'adduction d'eau gravitaire. Ceux-ci sont en charge d'administrer et de récolter chaque mois le paiement du service, qui est différencié en fonction de l'utilisation de chaque bénéficiaire, grâce aux compteurs d'eau individuels qu'APLV installe dans tous ses projets. Cela permet à la fois de réguler la consommation de la population et d'avoir un fonds disponible pour assurer les frais de maintenance du système.

De plus, les programmes de formation aux familles bénéficiaires incluent plusieurs séances relatives à la gestion des ressources en eau, afin que les populations prennent conscience de la menace du changement climatique et de l'importance de la protection et conservation de leurs ressources. La plupart des projets prennent pour cela en compte la reforestation de la zone de recharge de l'aquifère dont le village dépend, ce qui impacte grandement la pérennité des projets.

Malgré le fait d'être une petite organisation locale, APLV est réellement engagée dans la lutte pour le droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement des populations rurales. Elle a acquis une reconnaissance au niveau national, et a mis en place un modèle qui a prouvé son succès pour « ne laisser personne de côté » !

Merci de votre soutien, chaque goutte d'eau compte dans cette bataille quotidienne pour obtenir de meilleures conditions de vie à tous.

CLÉMENTINE HAUDECOEUR

DIRECTRICE DE DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL AGUA PARA LA VIDA

*La communauté du village de Pueblo Nuevo au travail pour transporter puis construire le nouveau réseau d'eau potable. Nicaragua, 2018.*

Res Publica a participé  
au financement de 15  
projets à ce jour en  
partenariat avec Aqua  
Para La Vida



# FINANCES

MONTANTS EN EUROS

	2016	%*
<b>PROJETS BURKINA FASO</b>	<b>1 981 390</b>	<b>66%</b>
<b>Education</b>	<b>1 329 046</b>	<b>44%</b>
<b>Agriculture</b>	<b>141 377</b>	<b>5%</b>
<b>Santé</b>	<b>211 532</b>	<b>7%</b>
<b>Appui aux partenaires</b>	<b>299 435</b>	<b>10%</b>
<b>PROJETS FRANCE</b>	<b>362 064</b>	<b>12%</b>
<b>PROJETS AUTRES PAYS</b>	<b>189 781</b>	<b>6%</b>
<b>Nicaragua</b>	<b>112 757</b>	
<b>Guinée</b>	<b>22 318</b>	
<b>Pérou</b>	<b>2 000</b>	
<b>Biélorussie</b>	<b>32 944</b>	
<b>Mali</b>	<b>4 017</b>	
<b>Liban</b>	<b>3 000</b>	
<b>Sénégal</b>	<b>7 319</b>	
<b>Mongolie</b>	<b>-</b>	
<b>Madagascar</b>	<b>5 426</b>	
<b>ACTIONS DE CONSOLIDATION DE GOUVERNANCE ET PAIX</b>	<b>209 291</b>	<b>7%</b>
<b>FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>237 114</b>	<b>8%</b>
<b>DOTATION AUX AMORTISSEMENTS</b>	<b>30 320</b>	<b>1%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 009 960</b>	



2017	%*	2018	%*
2 377 404	64%	2 505 703	67%
1 567 324	42%	1 775 740	48%
223 761	6%	204 714	6%
182 197	5%	143 031	4%
404 121	11%	382 218	10%
570 979	15%	541 090	15%
175 367	5%	131 126	4%
123 384		104 065	
29 171		6 070	
-		6 000	
1 000		5 830	
-		4 000	
3 300		3 300	
-		1 861	
18 153		-	
-		-	
229 220	6%	138 126	4%
310 808	8%	355 516	10%
73 602	2%	45 664	1%
3 737 380		3 717 225	

\* POURCENTAGE DU MONTANT TOTAL

# NOS PARTENAIRES







# RES PUBLICA

## RES PUBLICA FRANCE

*Association loi 1901 - Déclaration de 30 mai 1997 - Préfecture du Rhône*  
Immeuble Britannia - 10e étage tour C - 20 Bd Eugène Deruelle  
69432 LYON CEDEX 3 (FRANCE)  
Tél. : 0033 (0)4.37.28.62.10

## RES PUBLICA BURKINA FASO - ONG

*Arrêté n°2001 - 64/MATD/SG/DGAT/DLPAP du 3 juillet 2001*  
11 BP 788 - CMS OUAGADOUGOU (BURKINA FASO)  
Tél. : 00.226.25.38.03.37

[INFO@RESPUBLICA.ASSO.FR](mailto:INFO@RESPUBLICA.ASSO.FR)

[WWW.RESPUBLICA.ASSO.FR](http://WWW.RESPUBLICA.ASSO.FR)

 ASSORESUBLICA

 RESPUBLICALYON

 RES PUBLICA